



CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Le Crédit Suisse a déroulé le tapis contestées du Printemps arabe

Alors que les élites étaient accusées par leur peuple de pots-de-vin et détournements de fonds, le Crédit Suisse dissimulait une partie de leurs avoirs. Au total, plus d'un milliard de dollars a quitté le Moyen-Orient pour la Suisse, avant le soulèvement populaire.

OCCRP (ORGANIZED CRIME AND CORRUPTION REPORTING PROJECT)

Au cours des dernières années du régime de leur père, Gamal et Alaa Moubarak étaient les maîtres de leur monde en Egypte. C'était l'époque de la grande libéralisation de l'économie menée par le président Hosni Moubarak. Gamal a d'ailleurs supervisé une série de réformes économiques : des entreprises étatiques ont été revendues au privé, des terrains publics bradés. De quoi réjouir les investisseurs qui avaient leurs entrées gouvernementales. Mais pas forcément le peuple égyptien, dont les conditions de vie se sont dégradées. Le taux de pauvreté est par exemple passé de 17 à 25 % durant les 15 années qui ont précédé la révolte de 2011.

Mais les frères Moubarak, eux, ont su profiter de la situation. Et accumuler plusieurs centaines de millions transformés parfois en villas, voitures de luxe et participations dans de grandes entreprises égyptiennes. Une richesse qui ne peut qu'attirer l'attention dans un pays où un quart de la population vit avec moins de 3,2 dollars par jour.

Des millions gelés

L'opération « Suisse Secrets » lève un nouveau coin du voile sur les avoirs capitalisés par les frères Moubarak avant le Printemps arabe. Il ressort de cette enquête collaborative, portée par l'OCCRP et le *Suddeutsche Zeitung*, que Gamal et Alaa détenaient six comptes au Crédit Suisse. Et que l'un de ces comptes a hébergé jusqu'à 277 millions de francs suisses.

Puis les affaires se sont gâtées. Le père Moubarak est poussé à la démission en février 2011, alors que des millions de personnes manifestent et réclament des comptes à une classe dirigeante qui a, pendant des décennies, amassé une fortune colossale (sans oublier de la mettre à l'abri à l'étranger). Dans la foulée, une traque mondiale est lancée pour retrouver les millions des Moubarak. Les autorités suisses annonceront avoir gelé des centaines de millions de dollars d'actifs liés à son régime.

On trouve une kyrielle de proches des Moubarak dans le listing des « Suisse Secrets ». A commencer par les beaux-pères des deux frères

En ce compris les avoirs des frères au Crédit Suisse ? Il semble qu'ils ont en effet été gelés après le Printemps arabe, bien que personne n'ait pu le confirmer explicitement. Par l'intermédiaire de leurs avocats, les Moubarak assurent que tous leurs avoirs « ont été entièrement déclarés et acquis dans le cadre de leurs activités professionnelles » et qu'ils « proviennent de sources entièrement légitimes et légales ».

Un transfert qui tombe à pic

On trouve une kyrielle de proches des Moubarak dans le listing des « Suisse Secrets ». A commencer par les beaux-pères des deux frères, Mohamed Magdy Rassekh et Mahmoud Yehia El-Gamhal, qui détenaient plusieurs millions de francs suisses répartis sur différents comptes. Plusieurs partenaires commerciaux de la famille, dont certains sont impliqués dans des affaires de corruption, avaient également élu domicile bancaire auprès du Crédit Suisse.

Enfin, Hussein Salem, allié de longue date du président Moubarak et lié aux services de renseignement du pays, a également été client du Crédit Suisse pendant plus de trois décennies. Et le fait qu'il ait été lié à des scandales de corruption avant (et après) le Printemps arabe ne semble pas avoir refroidi la banque. Ce magnat égyptien y détenait une dizaine de comptes, dont les soldes affichaient plusieurs dizaines de millions. Des documents issus d'une enquête espagnole montrent que la famille Salem a d'ailleurs transféré 3,5 millions d'euros depuis l'Égypte vers un compte au Crédit Suisse les 24 et 26 janvier 2011, au début des protestations égyptiennes. Hussein Salem est décédé en 2019. Contacté par l'OCCRP, son avocat n'a pas donné suite.

Plus d'un milliard expatrié

Si les ressortissants égyptiens sont les plus représentés dans cette nouvelle fuite, des élites d'autres pays touchés par les manifestations du Printemps arabe apparaissent également, dont plusieurs chefs (ou ex-chefs) d'Etat (lire ci-contre). En cumulant la valeur de tous les comptes ouverts au Crédit Suisse par ces figures du monde arabe, on dépasse le milliard de dollars logé à Zurich. Ces comptes secrets donnent un aperçu de la richesse « expatriée » au cours de la décennie qui a précédé le soulèvement populaire. Et ce chiffre ne représente vraisemblablement qu'une petite partie de l'iceberg. En 2016, un rapport de Transparency International estimait que le régime de Moubarak avait, à lui seul, volé près de 50 milliards de dollars à son pays. Les régimes tunisiens, yéménites et libyens avaient, quant à eux, pillé plus de 115 milliards de dollars.



De nombreux dirigeants du monde arabe

Abdallah II (Jordanie)

Le roi de Jordanie et son épouse sont les bénéficiaires de plusieurs comptes au Crédit Suisse. Le solde du compte le plus fourni a atteint la valeur maximale de 230 millions de francs suisses. Deux de ces comptes ont été ouverts durant l'année 2011, lorsque les révoltes populaires secouaient le Moyen-Orient.

Les avocats représentant la famille royale de Jordanie ont confirmé au *Guardian* que le Roi avait détenu plusieurs comptes au Crédit Suisse et que l'un d'entre eux était toujours ouvert. Ils précisent que les « comptes concernés sont utilisés pour l'acquisition d'actifs, les investissements et les dépenses opérationnelles et personnelles » et que le Roi et la Reine « n'ont jamais extrait, de quelque manière que ce soit, des fonds du Trésor, de l'aide internationale



© BELGAIMAGE.

Samir Rifai (Jordanie)



© EPA.

Abdul Halim Khaddam (Syrie)



© AFP.

ou du budget du gouvernement vers des comptes situés à l'étranger pour leur enrichissement personnel ». Ces révélations surviennent à un moment inconfortable pour le roi Abdallah II, déjà épinglé il y a quelques mois dans les « Pandora Papers ». Cette enquête révélait qu'il avait acquis une série de propriétés de luxe, d'une valeur de 100 millions de dollars, situées au cœur de Malibu (Californie) ou dans le quartier chic londonien de Belgravia.

L'ancien Premier ministre de Jordanie, qui a démissionné en 2011 durant les manifestations populaires, détenait également plusieurs comptes en Suisse. M. Rifai assure que ces fonds proviennent de sources légitimes, comme la vente de propriétés familiales, et qu'ils ont été déclarés aux autorités compétentes. Il exclut « totalement, sans équivoque et complètement » toute origine illicite.

Les détails du compte Crédit Suisse d'Abdul Halim Khaddam, qu'il détenait avec sa femme et ses fils, confirment que la famille a accumulé une richesse substantielle pendant que le patriarche était vice-président syrien (sous Hafez Al-Assad). Le compte, ouvert en 1994, a atteint son solde le plus élevé (près de 90 millions de francs suisses) en septembre 2003. Des officiels syriens prétendent aujourd'hui que la fortune de Khaddam est due à son amitié avec l'ex-Premier ministre libanais, Rafik Hariri, qui l'inondait de cadeaux. Les médias syriens ont également rapporté que Khaddam avait reçu des pots-de-vin dans les années 1980 pour permettre à la France et à l'Allemagne d'enterrer des déchets radioactifs dans le désert. Khaddam est décédé en 2020.

ABONNÉS



L'intégralité de notre dossier est accessible sur notre site.